

Ouverture des marchés : opportunités et risques pour les agricultures française et helvétique

aGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE

Thierry Pouch

APCA-DEAT-SERP

Université de Reims Champagne Ardenne

Laboratoire REGARDS

Académie d'agriculture de France

Intervention HAFL Berne

17 août 2018

Propos introductif : ouverture versus protectionnisme



- ✓ Le débat est intense depuis... quasiment la formation de la science économique au XVIII^{ème} siècle
- ✓ Amplifié dans un contexte de mondialisation qui, finalement, n'a pas tenu ses promesses (Trump, Brexit, comportements électoraux...)
- ✓ Mondialisation : processus d'interactions entre les Etats-nations plus qu'une projection d'une logique globale sur des espaces nationaux
- ✓ Gains à l'échange (*jeu à somme positive*), ou pertes (*jeu à somme nulle*)?

Opportunités et risques de l'ouverture commerciale



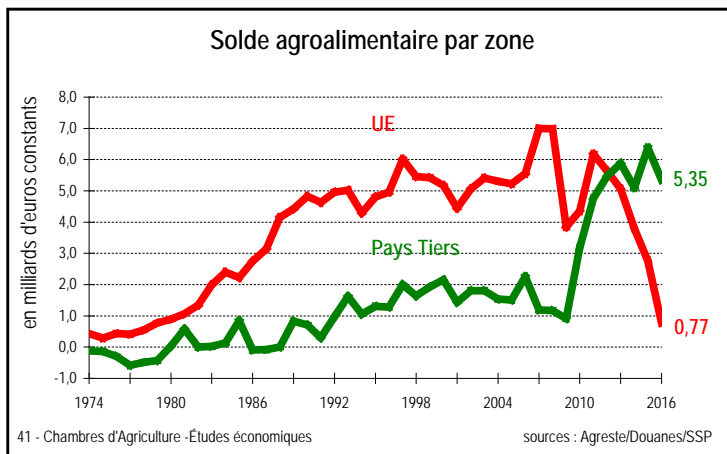
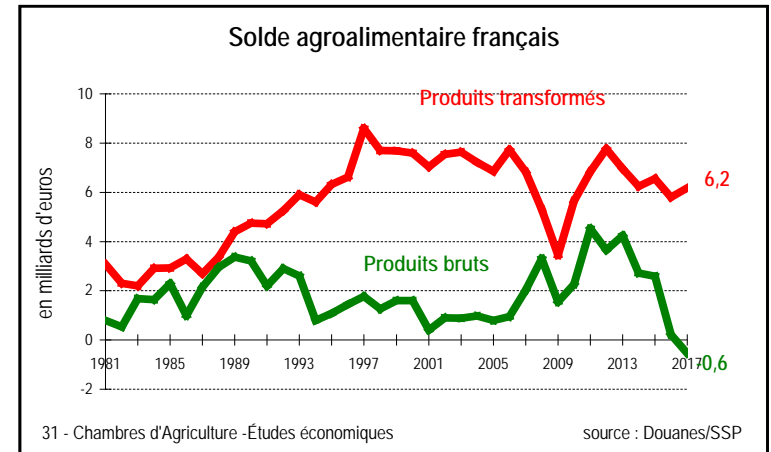
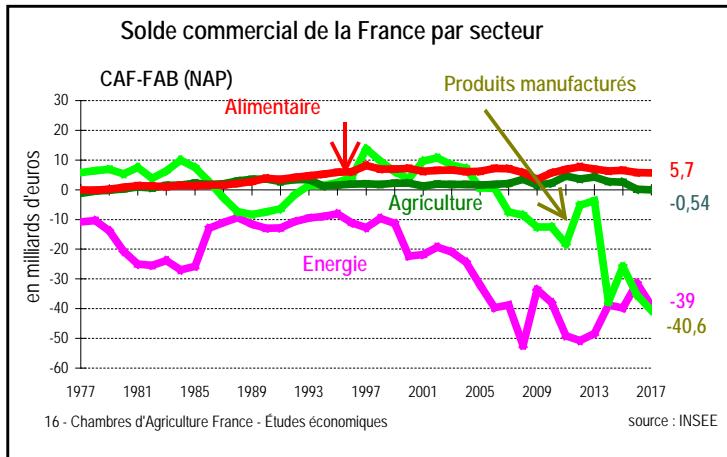
- ✓ Le commerce international est une source importante de gains : meilleure allocation des ressources, économies d'échelle, coûts de production et prix plus faibles, variété de produits disponibles (principe de la *spécialisation* des pays)
- ✓ Premier risque : ne pas redistribuer les bénéfices supposés de l'échange
- ✓ Second risque : s'exposer à l'optimisation fiscale
- ✓ Troisième risque : la pression concurrentielle (les perdants de la mondialisation)
- ✓ Les Accords bilatéraux/régionaux : une problématique identique



L'érosion des performances commerciales de l'agroalimentaire français

Une agriculture française fragilisée, et
préoccupée par les effets du libre-échange

Un excédent qui peine à résister



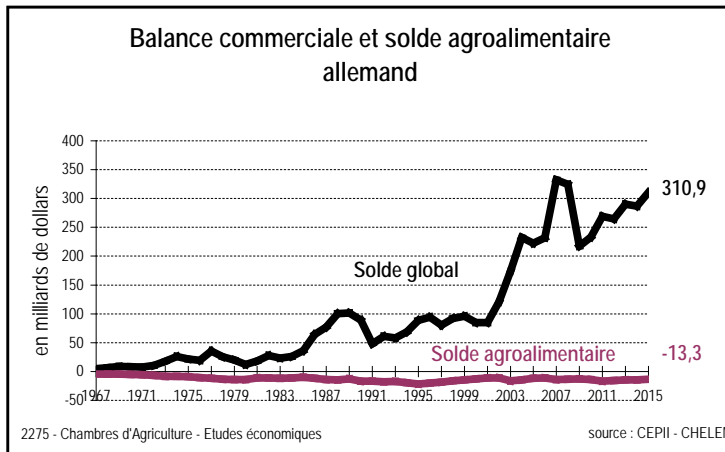
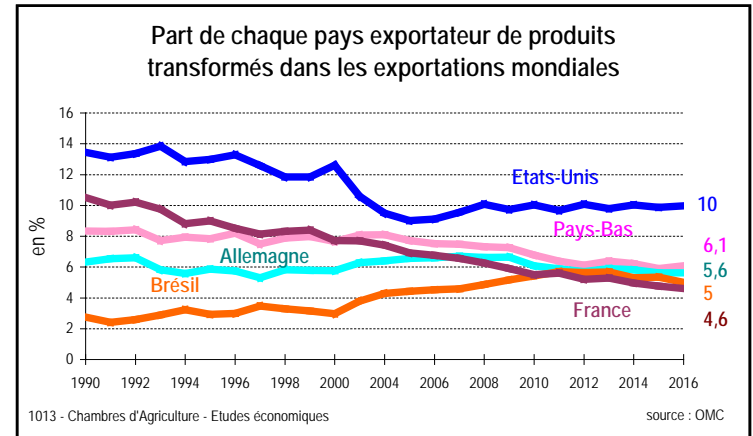
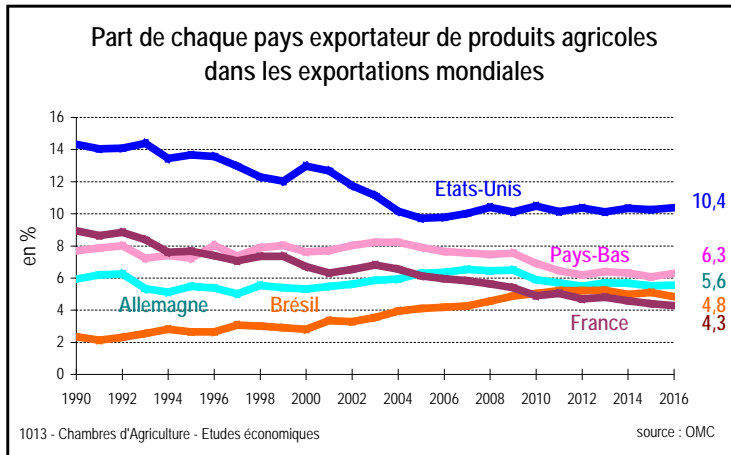
L'excédent commercial agroalimentaire est l'un des rares dégagés de nos échanges

Il est tiré par la transformation

Il est obtenu sur les pays tiers

Plusieurs questions se posent sur la compétitivité

La France déclassée, l'Allemagne en déficit



Ne pas se focaliser que sur la seule exportation

L'Allemagne exporte davantage que la France mais reste déficitaire dans ses échanges agroalimentaires

L'UE est devenue un espace concurrentiel

Quels sont les leviers pour la France?

Déficit en produits bruts, pour la première fois depuis 30 ans

(en millions d'€, source : Douanes)



	2016	2017
<u>Union européenne</u>		
<i>Produits bruts</i>	2 587	2 972
<i>Produits transformés</i>	-1 870	-2 598
Total	716	374
<u>Pays Tiers</u>		
<i>Produits bruts</i>	-2 356	-3 509
<i>Produits transformés</i>	7 674	8 798
Total	5 318	5 288
<u>Monde</u>		
<i>Produits bruts</i>	231	-537
<i>Produits transformés</i>	5 803	6 200
Total	6 034	5 663



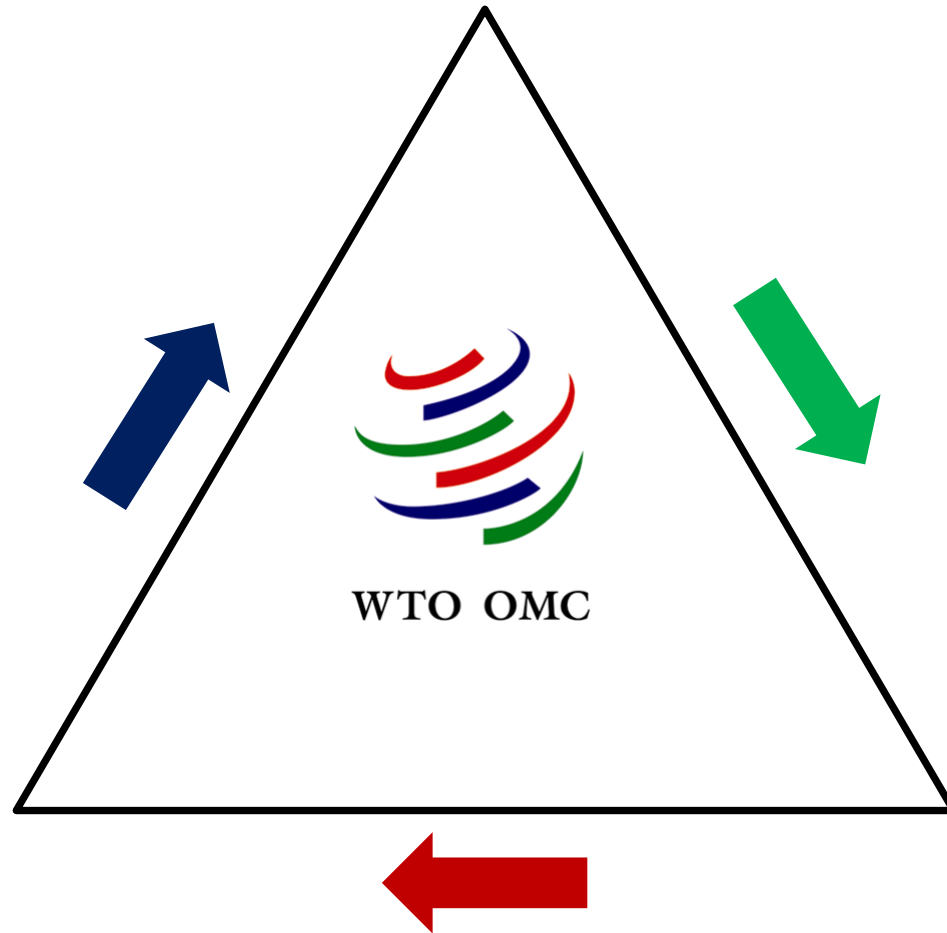
Multiplication des Accords Préférentiels ou de Libre-échange

Symptôme d'une crise du multilatéralisme ou nouvelle politique commerciale?

Le triangle d'impossibilité décisionnelle de l'OMC



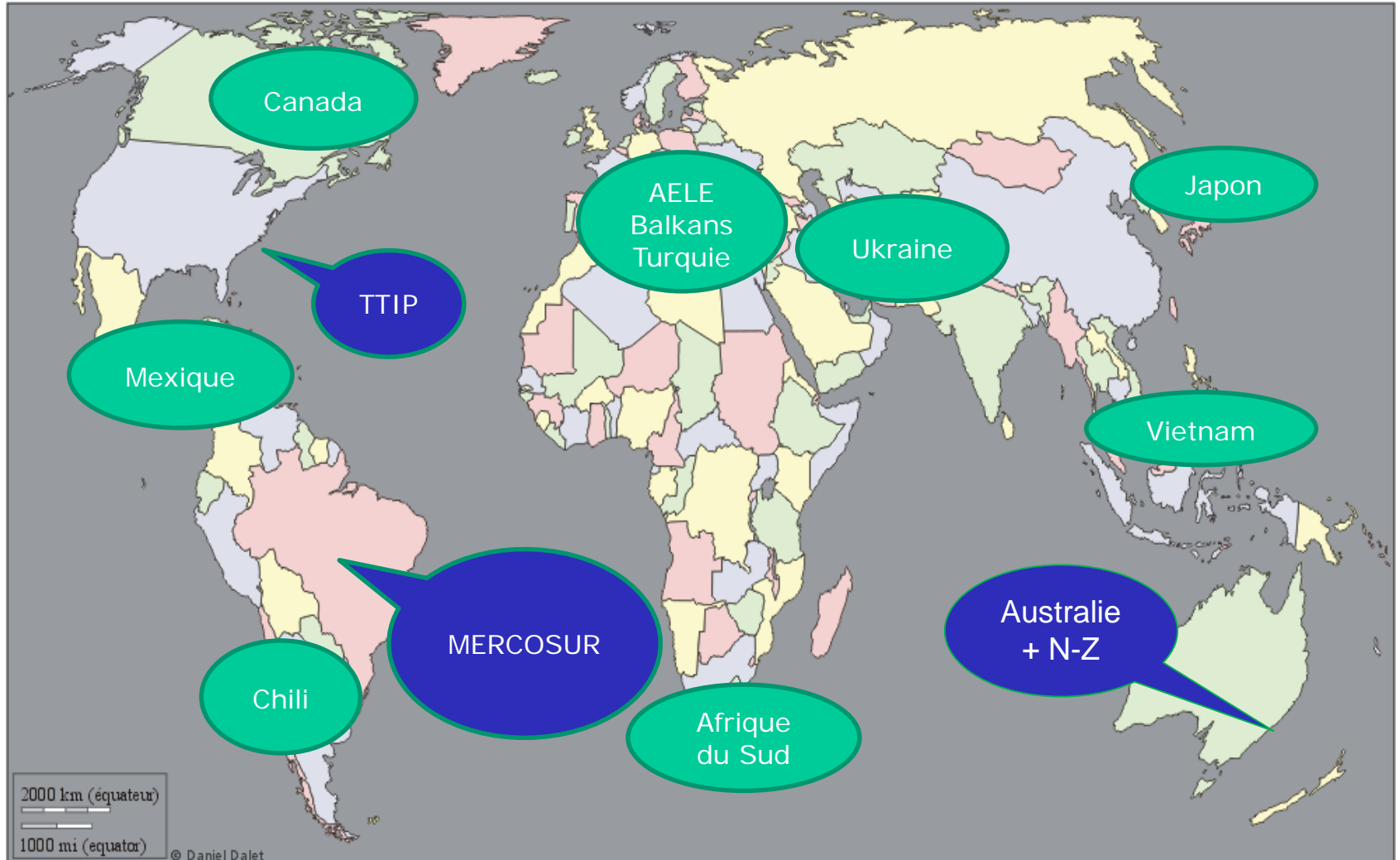
Intérêts divergents



Nombre de
pays

Procédures
contraignantes
nécessitant

L'UE multiplie les accords préférentiels



Des accords avec des risques et des opportunités



- ✓ Clivage des ALE : bénéfiques et pertes selon les secteurs économiques
- ✓ Calendrier des négociations dépend des volontés politiques (nationales et communautaires) + influence des lobbies
- ✓ L'agriculture sert souvent de **monnaie d'échange** dans les négociations, alors que c'est un secteur souvent jugé « sensible » et fragilisé
- ✓ **Même dans la profession agricole, des dissensions apparaissent :**
 - ✓ **Intérêts offensifs pour le secteur laitier et viticole**
 - ✓ **Pertes pour les secteurs céréaliers et de la viande**



EU CANADA



ACCORD ÉCONOMIQUE ET
COMMERCIAL GLOBAL
(CETA)

Ce qui va changer pour le secteur agricole (1)



- ✓ Produits laitiers : contingent ouvert par le Canada de 18 500 tonnes de fromages (4% de la consommation intérieure canadienne, et 32% de la consommation de fromages fins)
- ✓ Viande bovine : l'UE accorde un accès en franchise de droit pour un total de 67 950 tonnes
- ✓ Viande porcine : l'UE accorde au Canada en franchise de droit un accès pour 80 000 tonnes sur 5 ans
- ✓ Maïs doux : un contingent est accordé par l'UE pour 8 000 tonnes de maïs en conserve
- ✓ Reconnaissance de 145 IG par le Canada, s'ajoutant aux 200 IG de l'Accord de 2003 (vins et spiritueux)

Ce qui va changer pour le secteur agricole (2)



- ✓ Grandes cultures : libéralisation des échanges avec un pays où les exigences sur le domaine phytosanitaires sont moindres que dans l'UE
- ✓ Viande bovine : le contingent à droit nul obtenu par le Canada représente 23% des importations de l'UE (calculer avant le BREXIT), différentiel de coûts favorable au Canada (engraissement et abattage-découpe) donc contingent rempli, notamment en pièces arrières de haute qualité (côtes et aloyaux pour RHD)
- ✓ Viande porcine : exportations canadiennes produits frais ou congelés à destination de l'industrie de la charcuterie-salaisonnerie
- ✓ Conditions de fabrication moins contraignantes au Canada : importations pouvant se répercuter sur la confiance des consommateurs européens, qui pourraient moins consommer de viande bovine
- ✓ France : secteur des bovins allaitants touché (Massif Central, Cher, Nièvre, Saône et Loire...)



Négociations avec le MERCOSUR : accord politique imminent?



- ✓ Thèmes : tarifs douaniers, règles d'origine, barrières techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires, propriété intellectuelle, développement durable
- ✓ **Viande bovine jugée secteur sensible par l'UE**, avant réexamen et proposition d'un contingent de 70 000 tonnes à droits réduits et 48 200 tonnes déjà attribuées à droits nul (panel hormones)
- ✓ Rejet des pays du MERCOSUR, avec proposition à 300 000 tonnes
- ✓ **Commission européenne a proposé 100 000 tonnes (8 millions de tonnes consommées en Europe)**
- ✓ Autres secteurs : sucre, éthanol, porc, volaille, fruits et légumes, rhum
- ✓ Si Accord, le Brésil et l'Argentine accentueraient leur prépondérance sur le marché mondial
- ✓ MERCOSUR : déjà fournisseur important de l'UE (20% des importations totales) et 80% des importations UE de viande bovine proviennent du MERCOSUR

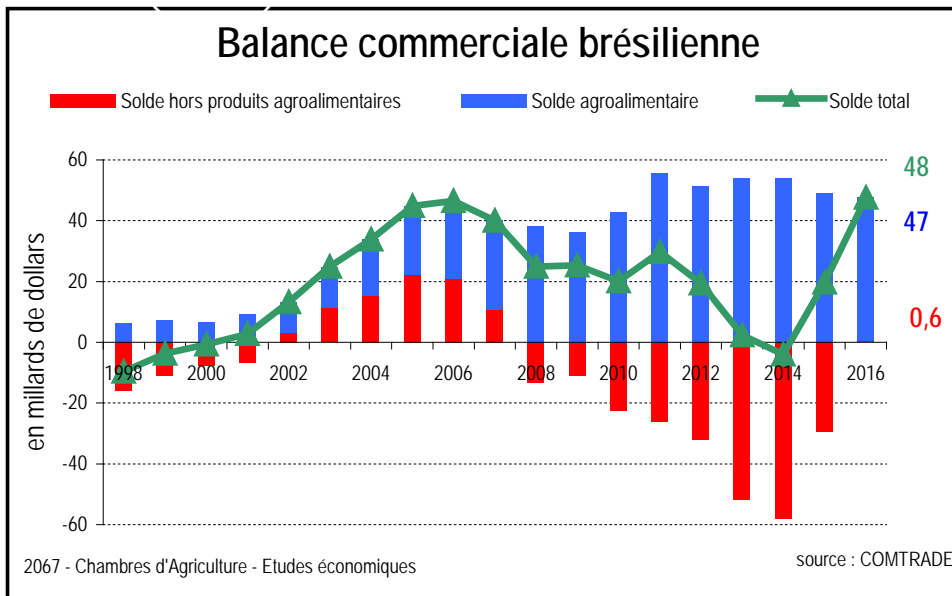
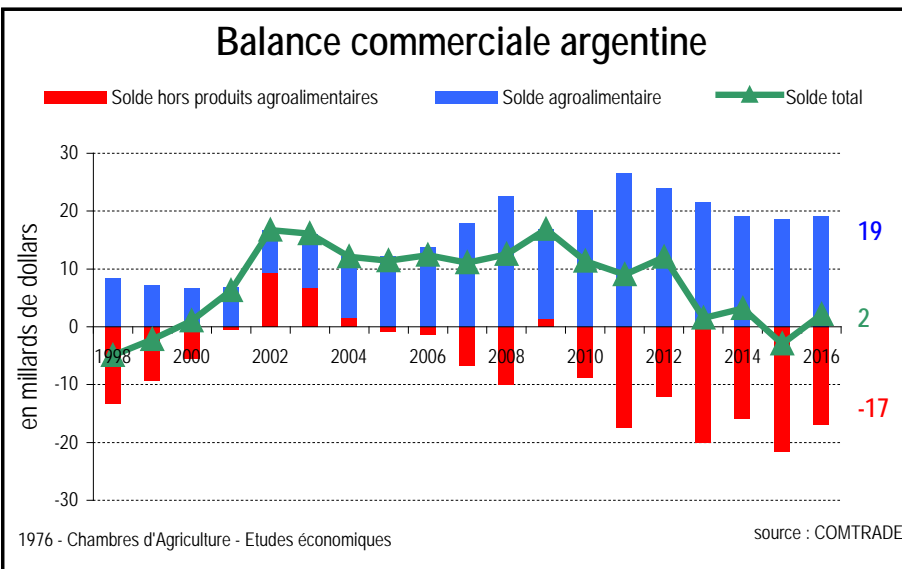
Brésil et Argentine : 2 poids lourds agricoles



Argentine se positionne sur une stratégie offensive à l'exportation depuis l'élection de Macri fin 2015 :

Les exportations agroalimentaires **2/3 des exportations totales** (viandes, bioéthanol) et **100 % de l'excédent commercial**.

Forte **dévaluation du peso**



Malgré la crise de 2014, le **Brésil** poursuit sa marche en avant dans l'agriculture mondiale

Les exportations agroalimentaires **≈ 1/3 des exportations totales** du pays (Viandes et soja) et **plus de 95 % de l'excédent commercial**.

Accroissement du budget agricole pour soutenir les activités exportatrices.

La spécialisation du Brésil

(en millième de PIB, Source : CEPII)

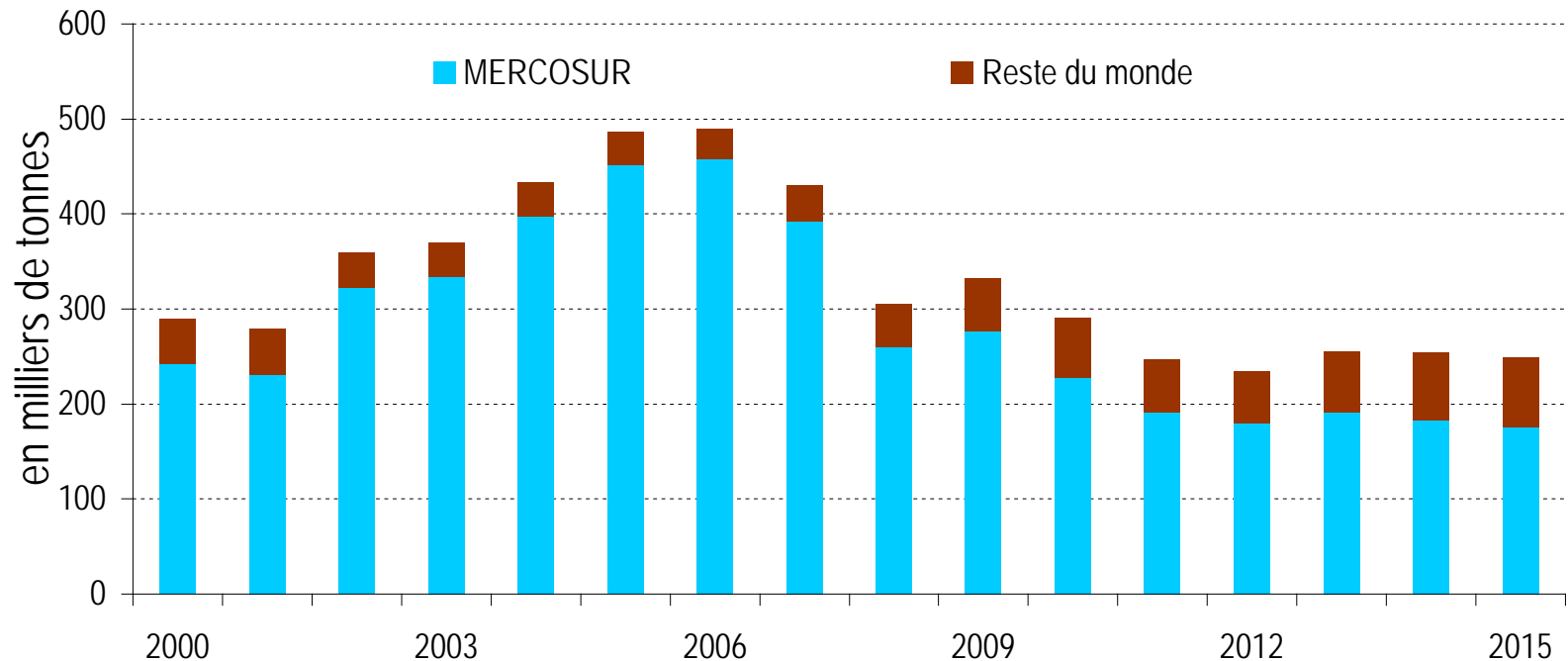


	2015	2005-2015
Produits agricoles hors céréales	64.4	30.0
Minerais de fer	40.2	6.9
Viandes et poissons	23.1	-0.3
Sucre	17.5	0.5
Fer et acier	12.7	-12.0
Papier	12.5	5.1
Pétrole brut	11.1	33.0
Aliments pour animaux	10.6	2.5
Céréales	9.5	12.9
Engrais	-17.5	-6.3
Fournitures électriques	-9.7	-3.3

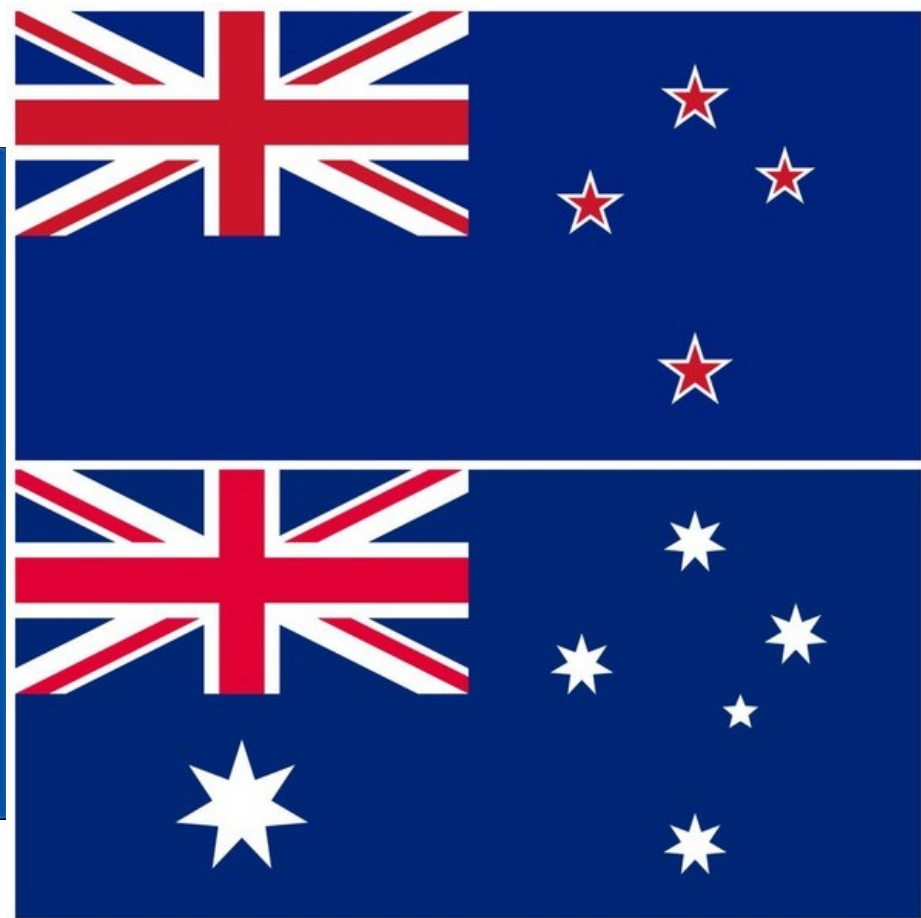
Une menace pour les filières européennes de viande bovine ?



Part des exportations de viande bovine des pays du MERCOSUR dans les importations de l'UE



source : calculs APCA,
d'après COMTRADE



Enjeux de l'accord UE/Australie et Nouvelle-Zélande

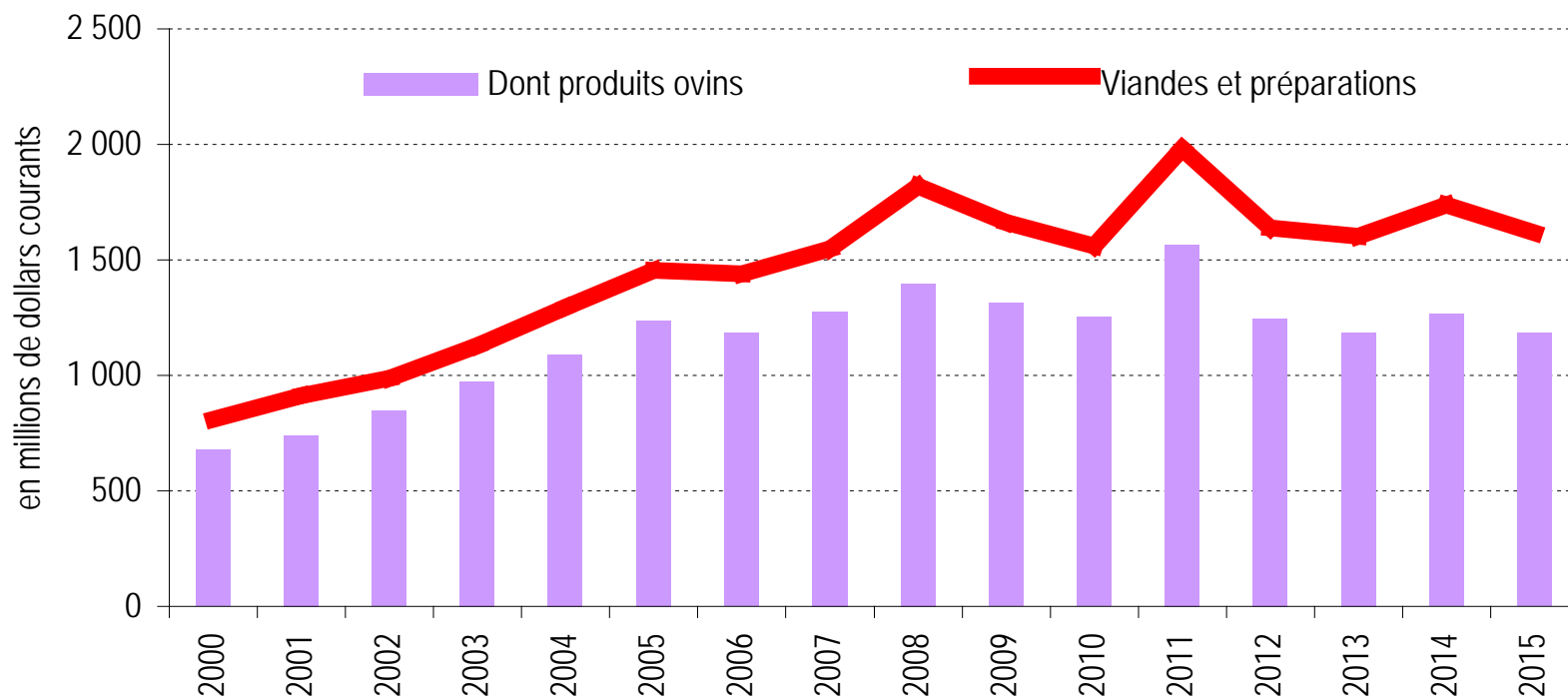


- ✓ Des partenaires peu importants pour l'UE : Australie = 19^{ème} partenaire commercial ; NZ = 49^{ème}... mais à l'inverse l'UE est un marché essentiel pour ces pays (respectivement 3^{ème} et 2^{ème} partenaire commercial).
- ✓ Niveau de droits tarifaires moyen très faible en moyenne $\approx 2,72\%$ => Enjeux concentrés sur la levée des barrières non tarifaires et l'accès aux marchés publics.
- ✓ Les secteurs de l'élevage et du sucre européens sont les plus exposés à l'éventualité d'un accord => **les exportations de viandes bovines et ovines océaniques pourraient être multipliées par 5 !**
- ✓ **Inquiétudes au regard de la compétitivité du secteur agricole océanien.**

Les produits carnés au cœur de la stratégie commerciale océanienne



Importations européennes de viandes océaniques



Estimation de l'impact d'un accord UE-Australie-Nouvelle-Zélande en 2030 (source : CEPII)



	Exportations UE	Exportations ANZ
Agriculture	+94.4%	+489.9%
Industrie	+89.9	+67.7
Services	+35.8	+67.7
Total	+35.8	+120.8



Le JEFTA : un accord ambitieux et bénéfique pour l'agriculture européenne



- ✓ Abandon du TPP avec l'arrivée de D. Trump => réorientation des intérêts économiques du Japon vers l'UE + **ambiguïté de la relation sino-japonne.**
- ✓ Echanges *win-win* pour les deux zones : l'industrie et la technologie pour le Japon, l'agriculture pour l'UE.
- ✓ Cet accord vient également d'une réorientation de la politique japonaise depuis l'arrivée du Shinzo Abe (PLD) en 2013.
- ✓ **Une victime collatérale => l'agriculture japonaise, dont le déclin amorcé depuis 40 ans risque de s'accélérer.**
- ✓ **Enjeux préoccupants pour les associations environnementalistes : commerce du bois, pêche...**

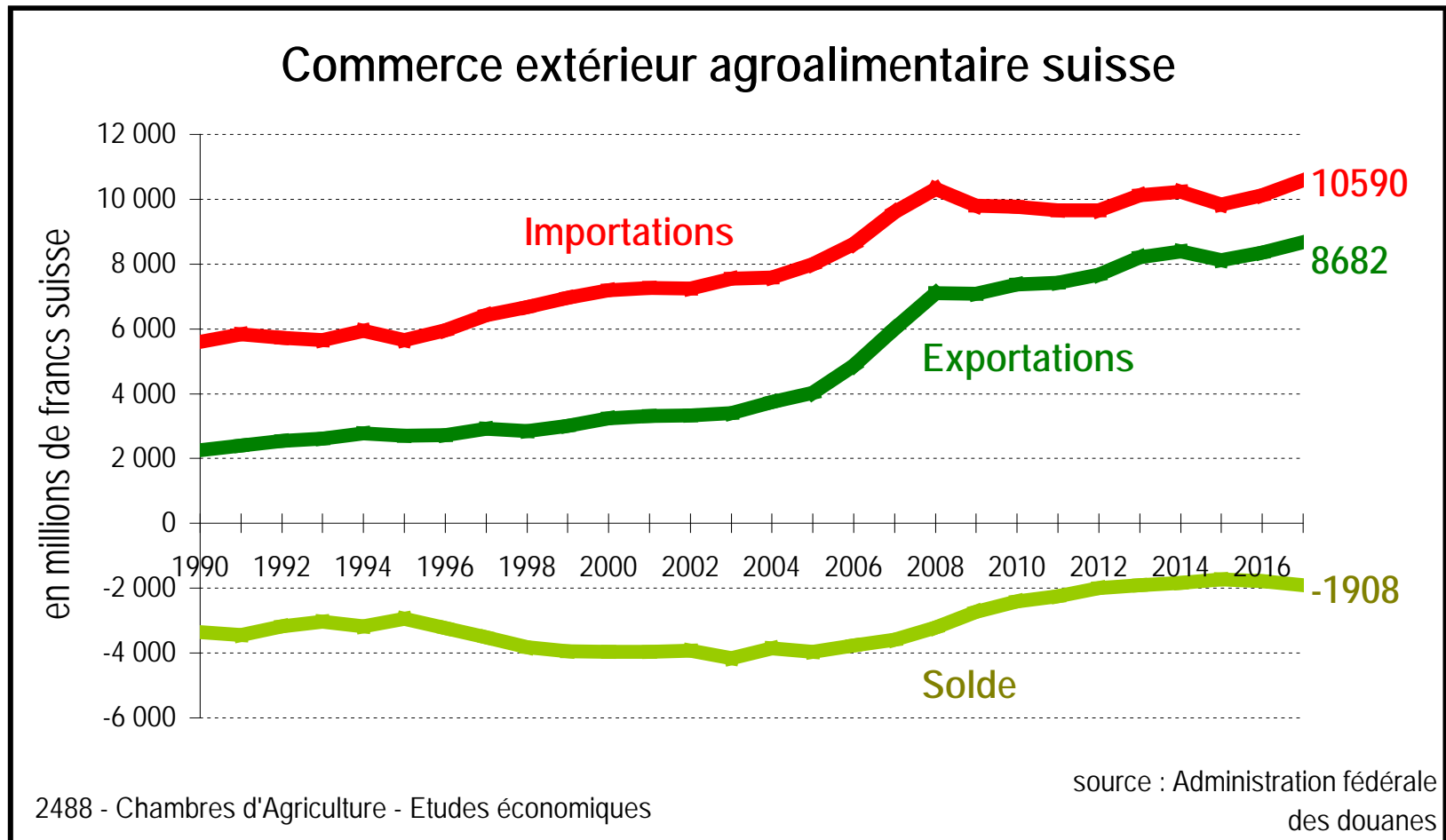


Libre-échange et agriculture : le cas de la Suisse

Faut-il poursuivre les négociations commerciales ?



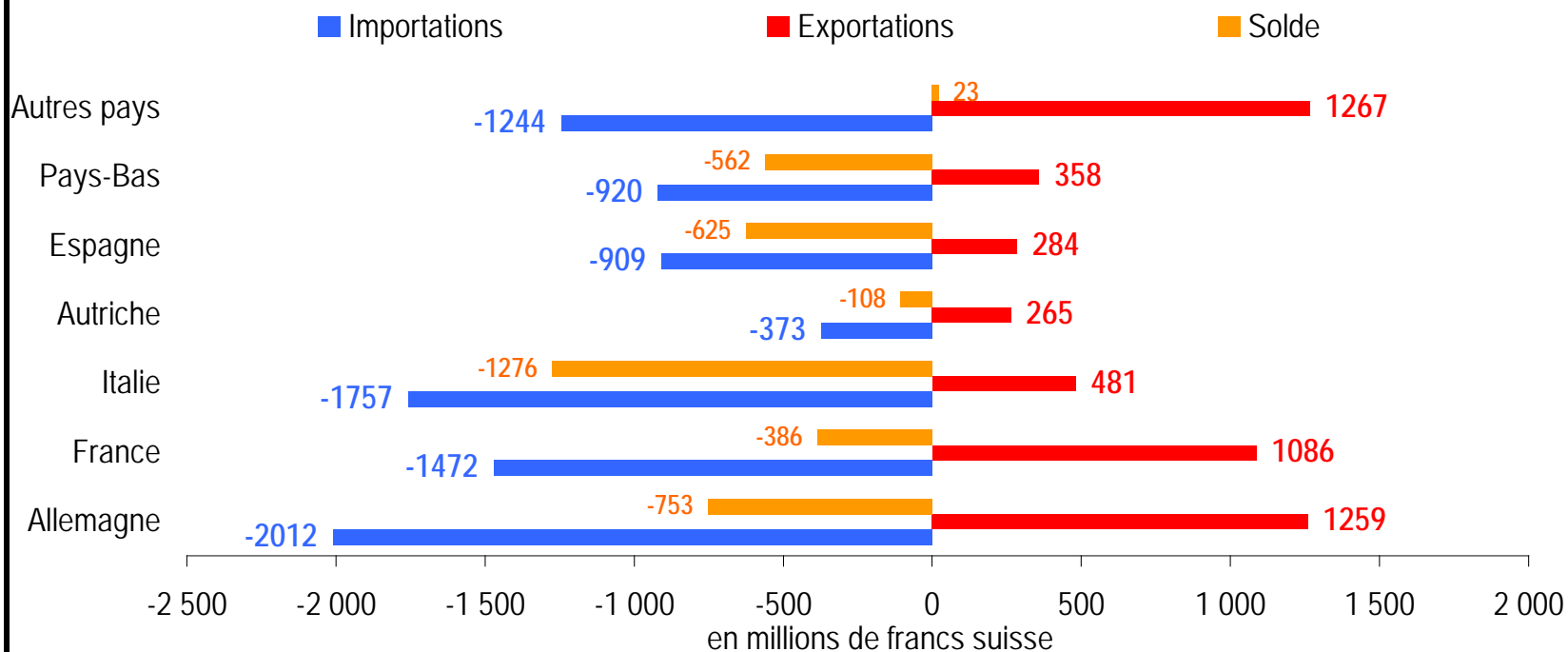
Un commerce agroalimentaire déficitaire



Des enjeux importants si Accord UE-Suisse



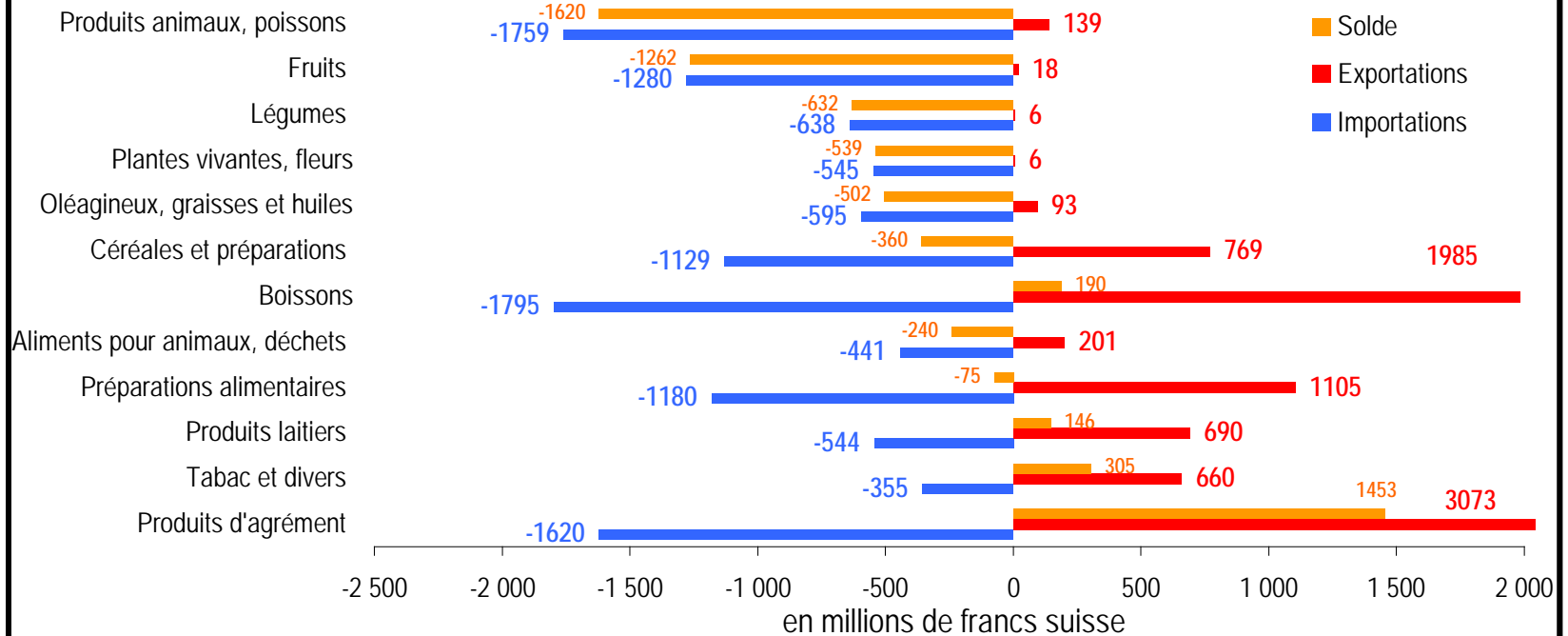
Commerce extérieur de produits agricoles avec l'UE (2016)



Des secteurs menacés



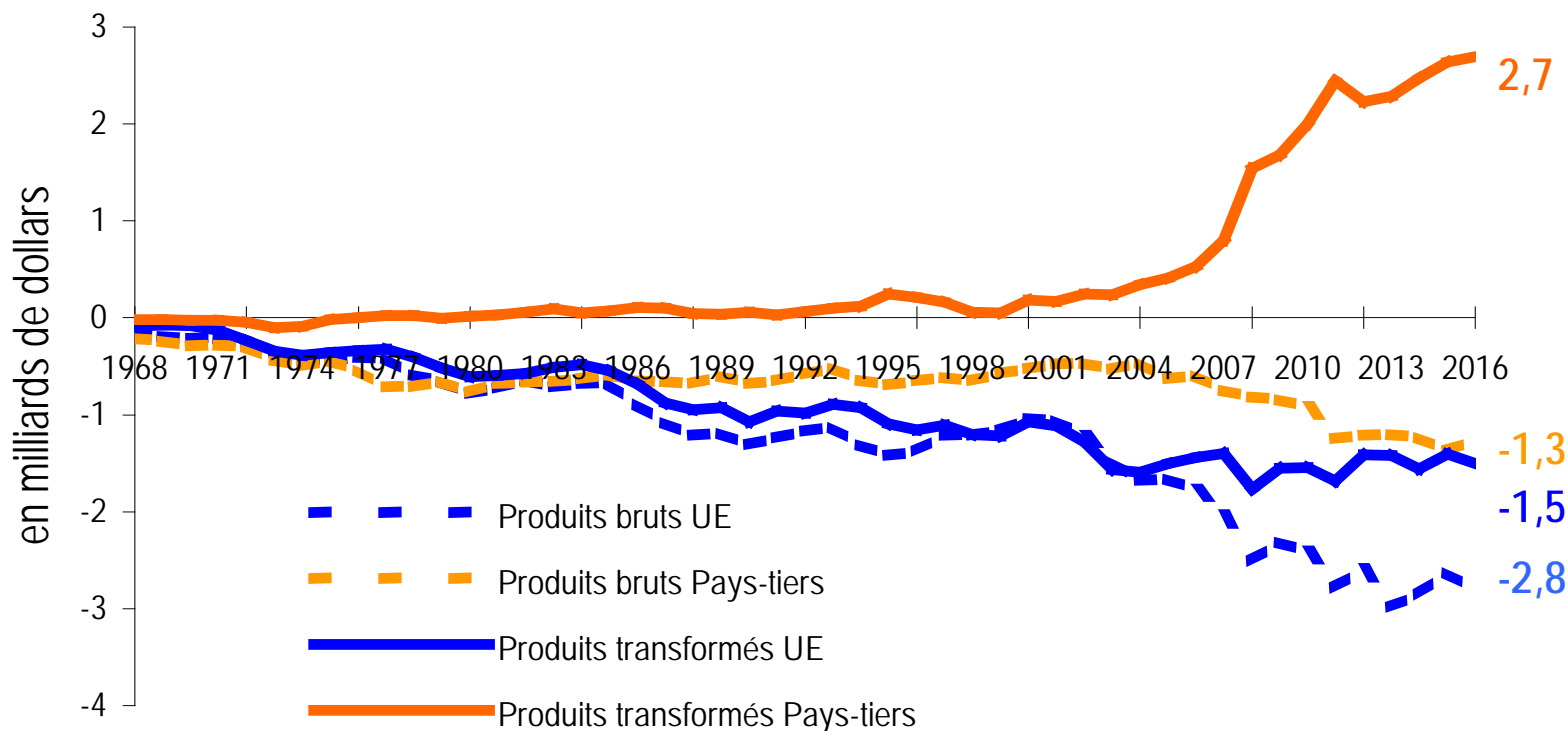
Importations et exportations de produits agroalimentaires par catégorie (2016)



Une agressivité commerciale renforcée de la part de l'UE



Détail solde agroalimentaire suisse

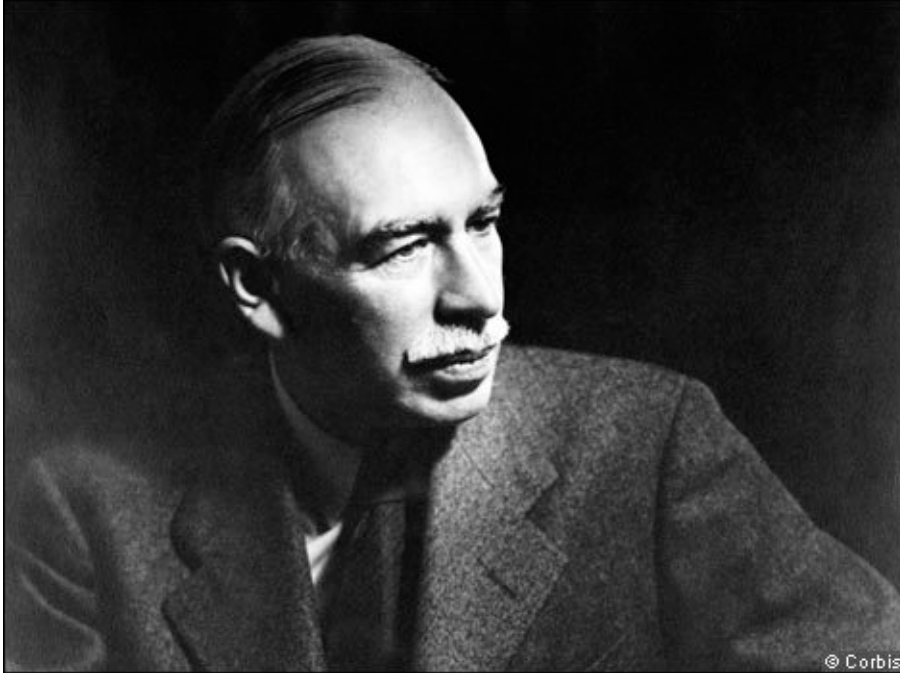


Des inquiétudes partagées des deux côtés des Alpes



- ✓ Les agriculteurs français expriment une inquiétude sur les effets des Accords de libre-échange (élevages bovins, porcins, bien-être animal...)
- ✓ Clivage fort entre les intérêts offensifs (vins et boissons, produits laitiers) et intérêts défensifs (viandes, céréales)
- ✓ Les agriculteurs suisses sont exposés de la même façon aux risques et opportunités des Accords de libre-échange : diminution de la protection douanière, pénétration du marché intérieur, reconnaissance des IGP, taille des exploitations, coûts de production (face au pays du MERCOSUR notamment), approvisionnement du marché intérieur, quelle(s) exemption(s) possible(s)
- ✓ Risques pour les productions helvétiques et aussi pour l'environnement, le bien-être animal, les attentes sociétales
- ✓ L'avenir de la politique agricole helvétique

Protectionnisme et libéralisme, la croisée des chemins



John Maynard Keynes
(1883-1946)

Dans une publication (*National Self-Sufficiency*) faisant suite à la Conférence économique mondiale de 1933, indiquait :

« Je sympathise, par conséquent, avec ceux qui souhaiteraient réduire au minimum l'interdépendance entre les nations, plutôt qu'avec ceux qui souhaiteraient la porter à son maximum (...) Produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible ; et, surtout, faisons en sorte que la finance soit en priorité nationale. Cependant, ceux qui veulent délivrer leur pays des liens internationaux dans lesquels ils sont pris, devront le faire lentement et prudemment. Il ne s'agit pas de déraciner la plante, mais de l'habituer patiemment à pousser dans une autre direction ».

Merci pour votre attention !

